



Déclaration liminaire de SUD éducation 34 CAPD du mardi 17 février 2026

S'il fallait trouver un mot pour désigner la période que nous traversons, ce pourrait être « **insécurité** ». Pas ce fameux sentiment médiatisé qui permet d'armer encore davantage les polices municipales ou d'imposer des mesures de plus en plus autoritaires et sécuritaires. Non. Nous ne sommes pas à l'Assemblée Nationale, mais bien en CAPD.

L'insécurité dont nous vous parlons aujourd'hui, ce n'est pas un sentiment, mais bien une réalité vécue par nos collègues, par les directeurs et directrices, face aux décisions de notre administration. Vous voulez quelques exemples ? En voici :

- **la fusion des moyens de remplacement** suscite bien des questions et des inquiétudes. Il faut dire que tout cela manque sévèrement de clarté et de précision. Notre administration semble oublier que derrière des sigles et des acronymes, il y a des personnels, qui exercent leurs missions, dans des écoles, auprès de classes, d'élèves, de directeurs et de directrices et que l'ensemble de cette communauté éducative sera impactée par ces changements, encore bien obscurs. **Insécurité donc, face au devenir de ces postes et de l'organisation du remplacement.**

- il en va de même pour les **suppressions de postes, massives et inquiétantes**. Avec un ministère qui se vante de la création de 5900 postes supplémentaires et d'un encadrement des élèves à un niveau historique,

alors même que **des milliers de postes seront supprimés, comment se sentir en confiance, en sécurité professionnelle ?**

- on pourrait parler aussi du manque d'AESH, du déploiement des PAS, d'une **école inclusive en lambeaux, des élèves en souffrance**, des enseignant·es qui ne sont **pas écouté·es** et à qui l'on demande toujours plus.

La liste pourrait être encore terriblement longue. Un inventaire à la Prévert déprimant et révoltant... Alors on va écourter et terminer avec un flash météo :

La semaine dernière, la tempête Nils a balayé une partie de notre département. Certain·es ont reçu un **message d'alerte extrême**, d'autres ont simplement écouté la radio ou regardé les infos. « Évitez les déplacements », « abritez-vous dans des bâtiments en dur », « fermez les volets et éloignez-vous des arbres ». Mais allez ouvrir votre école, même si elle est éloignée, accueillez les élèves et surtout, débrouillez-vous. **La colère est grande**. Elle gronde dans une partie du département chez des directeurs et directrices, chez des collègues qui ont été exposé·es, mis·es en danger, qui se sont senti·es isolé·es, méprisé·es, pour être des Hauts-Cantons, du Biterrois ou du Minervois, et **encore une fois placé·es en insécurité face à l'absence de décisions fermes et cohérentes de l'administration**. On ne parle pas ici de la gestion par les IEN ou les mairies, qui ont fait ce qu'ils·elles pouvaient, dans l'urgence, avec les moyens du bord. Mais ne nous dites pas que tout est de la faute de la Préfecture. **Assumez une gestion chaotique et inadaptée face à des événements climatiques et météorologiques majeurs, qui vont, nous le savons, se multiplier, et pour lesquels, factuellement, notre département et notre administration ne sont pas préparés.**